

*Le budget—Mme Maheu*

pourront fournir des services convenables à tous les Canadiens sans le financement fédéral.

Les services qui souffriront de ces coupes sont les plus importants éléments de notre société. Par exemple, les coupes effectuées dans les paiements de transfert pour le financement des programmes établis rendront les provinces moins aptes à fournir de bons services de santé aux Canadiens, et des services d'enseignement postsecondaire appropriés. Autrement dit, le gouvernement s'en prend aux services fondamentaux qui ont fait du Canada une nation forte.

Comme vous le savez tous, les services médicaux ne sont pas toujours à la hauteur. Dans tout le Canada, le personnel infirmier a eu recours au débrayage pour manifester son mécontentement. Au Québec, des internes ont protesté en organisant des manifestations et des grèves du zèle.

Je demande au gouvernement comment il espère relever le niveau des services de santé alors que tout ce qui l'intéresse, c'est de comprimer ses dépenses? Il me semble que le premier ministre (M. Mulroney) veut supprimer tous les aspects qui font la particularité de notre tissu social avant que ses amis du Sud ne les définissent comme des subventions.

Par le passé, le gouvernement s'est montré intéressé par l'enseignement postsecondaire. Il a dit que ce sont l'intelligence et la compétitivité de nos jeunes qui aideront le Canada à livrer concurrence à l'échelle internationale. Comment le ministre des Finances (M. Wilson) et le premier ministre espèrent-ils que le Canada demeure concurrentiel à l'échelle internationale si l'enseignement dispensé dans nos universités et nos collèges se détériore à cause de compressions budgétaires qui prennent la forme de réductions des paiements de transfert?

Il semble évident que le gouvernement s'attend à ce que les Canadiens paient plus d'impôts pour des services gouvernementaux qui se feront de plus en plus rares. On dirait aussi que les contribuables devront absorber des hausses d'impôt au niveau provincial pour maintenir les services de santé et d'enseignement auxquels ils ont été habitués et qu'ils méritent. On doit s'interroger sur l'égalité des services qui devrait régner entre les diverses provinces. Comment les habitants des régions les moins prospères pourront-ils compenser les réductions de financement fédéral dans les domaines de la santé et de l'enseignement sans que soit compromise d'une façon ou d'une autre la qualité de ces services essentiels?

[Français]

Non satisfait de couper dans les services à la population, voici que le gouvernement annonce des hausses de taxes. Les Canadiens vont payer plus pour obtenir moins. C'est cela, la justice sociale des conservateurs, une sorte d'inflation conservatrice où le pouvoir d'achat du dollar

de taxes payées par un contribuable résultera en une diminution des services gouvernementaux!

Entre 1984 et 1989, les recettes provenant des impôts sur les particuliers ont connu une hausse de 33 p. 100, mais les revenus reliés aux impôts des sociétés n'ont grimpé que de 17 p. 100, et ce, même pendant votre soi-disant prospérité économique. Quelle justice sociale!

Toujours à cause de votre politique d'injustice sociale, les familles à faible revenu paieront, en 1991, 2 050\$ de plus et ce, sans tenir compte de votre nouvelle surtaxe de 2 p. 100.

Celle-ci devrait coûter près de 2 000\$ de plus par année en impôts par famille moyenne. Parallèlement, les familles riches ont vu leur impôt diminuer de 6,4 p. 100 lors des cinq dernières années. Ces chiffres proviennent du Conseil national du Bien-être social, un organisme du gouvernement fédéral. Je cite la page 8 de son rapport: «La réforme fiscale est trompeuse. . .», et toujours à la même page: «Les impôts augmenteront d'année en année et un nombre de plus en plus élevé de petits salariés devront payer des impôts. . .».

Mais ce n'est toujours pas suffisant. Par-dessus tout cela, les contribuables canadiens devront bientôt faire face à une nouvelle taxe sur les biens et les services. Pour gifler davantage les Canadiens, en attendant la mise en place de cette taxe régressive et unilatérale, ce gouvernement pousse l'affront en augmentant la taxe de vente actuelle de 1,5 p. 100. Cette hausse lui rapportera près de 2 milliards de dollars.

De plus, cette taxe touchera durement les municipalités, car elles sont de gros consommateurs de biens et services. Et, en bout de ligne, qui paiera la note? Les payeurs de taxes municipales! Mais ce gouvernement nous dit à propos de cette taxe: «Don't worry, be happy!»

Le comble du ridicule, monsieur le Président, malgré toutes ces mesures draconiennes, le gouvernement arrive à peine à maintenir le déficit autour de 30 milliards de dollars, et ce en période de prospérité économique. Pourquoi? Sa mauvaise gestion des fonds publics et son obsession à maintenir des hauts taux d'intérêt pour combattre la menace inflationniste!

[Traduction]

Je voudrais dire quelques mots au sujet du multiculturalisme.

[Français]

C'est une caractéristique fondamentale de notre pays. Lors de recensement en 1986, 38 p. 100 de la population canadienne ont répondu être d'origine ethnique autre que britannique ou française. Encore une fois, monsieur le Président, ce gouvernement m'étonne par son illogisme total. En effet, ce gouvernement crée un ministère d'État séparé pour le multiculturalisme, mais, au même moment, il réduit de deux millions de dollars les montants d'argent disponibles pour les différents program-